

qui le font, eux aussi, à la lumière de Medellin et de Puebla. Le pire serait que s'élargisse le fossé entre le "mouvement" d'en bas et les "positions" d'en haut. Personne ne

souhaite l'éclatement: "Une seule Église, comme il n'y a qu'un seul Front Sandiniste!" Souhaitons que la foi du Peuple de Dieu ne soit pas mise à l'épreuve par ses propres

pasteurs qui, en résistant au mouvement historique, deviendraient en quelque sorte disqualifiés. Ce serait vraiment une épreuve de trop pour le Nicaragua. □

QUAND UN CARREFOUR RISQUE DE TOURNER AU CARROUSSEL¹

par Guy Paiement
Centre Saint-Pierre

Pour la deuxième année consécutive, le Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec organisait, les 26-27 février dernier, un important colloque. Le thème: "Les politiques sociales et la redistribution des biens". Pendant deux jours, des membres du gouvernement, du patronat, des syndicats et de certains groupes chrétiens ont exploré tout le champ des politiques sociales. Mgr Bernard Hubert, dès le départ, avait donné les objectifs: que des gens d'horizons différents apprennent à se parler, à s'interpeller et à trouver des pistes possibles pour l'avenir.

Assez vite, une sorte d'unanimité a semblé se dégager. Que l'on soit fonctionnaire ou membre d'un groupe d'action militante, tout le monde a reconnu, d'une façon ou d'une autre, que les politiques sociales n'assurent pas une redistribution des richesses dans notre société. Elles permettent, au mieux, à la société, de continuer à tourner. Elles ne changent pourtant pas l'écart entre les nantis et les démunis! Tous les participants ont aussi reconnu la nécessité de tenir compte davantage, désormais, des bénéficiaires. Après l'insistance sur les structures et sur les techniques, il est plus que temps de penser à ceux que l'on veut aider. Bref, aucune divergence sérieuse, entre les participants, sur ces deux constats.

Mais, d'où vient que, malgré ces acquis, plusieurs soient sortis de ce colloque avec des sentiments mêlés? Quels sont donc ces "non-dits" qui semblent ébranler les paroles dites et partagées par tous?

L'un des postulats apparents du colloque paraît, à cet égard, beaucoup moins clair qu'il ne semble. Les responsables du comité des affaires sociales souhaitaient, dirait-on, une sorte de "sommet économique" ecclésial. L'objectif est la connaissance mutuelle; le moyen, l'échange entre des participants très différents. À la différence, cependant, des "sommets" organisés par l'État, ce carrefour comprend des agents qui ne possèdent pas beaucoup de pouvoir ou qui ne semblent pas disposés à l'utiliser. On a aussi mis en place un processus d'échanges en ateliers, par exemple, qui ne permettra guère de dépasser ce que l'on savait déjà. Pour les groupes plus militants, les coupables semblent être les gouvernements qui, eux, blâment la lourdeur de l'appareil bureaucratique qui, à son tour, souligne le manque de responsabilité des bénéficiaires. Et le manège continue de tourner. S'il s'agissait d'un carrefour, force est de reconnaître que l'on a tourné dans plusieurs directions, sans que l'on soit tellement plus avancé, à la fin, sur la direction à prendre. Bref, à qui peut vraiment profiter un tel colloque? Quels en sont les destinataires réels?

La communication du P. Julien Harvey constitue, à cet égard, un élément de réponse. Dans un exposé brillant, étayé sur plusieurs recherches américaines, le conférencier a proposé la voie d'une "sagesse chrétienne" qui semblait beaucoup plus pertinente pour le fonctionnaire ou pour le sous-ministre invité que pour les chrétiens de la base qui tentent de saisir les implications chrétiennes de la crise économique dans leur milieu. Tout se passe comme si l'on espérait influencer les gens au pouvoir en leur présentant un ensemble de réflexions somme toute assez générales pour n'indisposer personne.

Certaines interventions, pourtant, donnent à penser qu'une autre perspective était présente. Celle-ci part plutôt d'une solidarité avec les bénéficiaires des politiques sociales et tente, à partir de ce lieu, d'interroger les politiques sociales. Il ne s'agit plus alors seulement de rappeler le principe de la juste redistribution des revenus mais bien davantage d'assurer la défense des droits des pauvres. Cette différence dans les solidarités explique, peut-être, les différences dans les approches. Aux yeux des organisateurs, les divers participants se retrouvent comme "croyants". Mais on n'a pas fait appel, dès le départ, à une solidarité commune avec les plus démunis de notre société. N'y aurait-il pas eu avantage à mieux tabler sur celle-ci chez l'ensemble des personnes présentes? On aurait alors eu un "lieu" commun à partir duquel l'examen des politiques sociales aurait pu aboutir à des pistes pour l'action. Ajoutons que la façon de travailler n'est pas ici indifférente aux buts poursuivis. Il est difficile d'aller plus loin que les "impressions intelligentes" quand on reçoit le dossier le matin même du colloque.

Pour les prochaines expériences, n'y aurait-il pas avantage à proposer, bien avant le colloque, un dossier un peu substantiel? On peut imaginer aussi, des rencontres préparatoires plus restreintes entre les divers groupes invités: patrons chrétiens, fonctionnaires chrétiens, militants chrétiens. Le colloque, en rassemblant ensuite tous ces gens deviendrait alors un véritable carrefour, un lieu d'interpellation qui ferait, peut-être, avancer l'une ou l'autre des questions. Quoi qu'il en soit, sans un travail sérieux, échelonné — pourquoi pas? — sur plusieurs mois, les chrétiens d'ici pourront-ils devenir un peu plus croyables? Et sans une solidarité clairement dégagée, pourront-ils aller quelque part? □

1. "Carrefour: fig. rencontre organisée en vue d'une confrontation d'idées."
"Carroussel: tournoi, parade où des cavaliers exécutent des évolutions variées." (Larousse)

LE "NOUVEAU DÉPART" DU PRÉSIDENT REAGAN

par Pierre Lefebvre

L'avenir des politiques sociales et des systèmes de redistribution des revenus sera certainement influencé, même ici, par le sort que fera le Congrès des États-Unis aux nouvelles orientations économiques et fiscales déposées par le président Reagan. L'expérience des dernières années montre que les politiques sociales actuelles présentent un double inconvénient: elles ne réduisent pas l'écart entre les classes de revenus et elles ont un effet négatif sur l'incitation au travail et à l'épargne. Chose certaine, l'abandon des programmes de formation professionnelle et de création d'emplois est socialement et économiquement indéfendable. Ici aussi.

Pierre Lefebvre est professeur au département de science économique de l'Université du Québec à Montréal.

Le nouveau président américain, Ronald Reagan, vient de proposer à ses concitoyens de prendre le tournant historique d'un Nouveau Départ. La formule est grandiose; mais si l'analogie avec le "New Deal" de Franklin Roosevelt et la "Great Society" de Lyndon Johnson est voulue, les prémisses de ce plan et la philosophie qui l'inspire sont radicalement différentes.

La grande majorité des Américains a depuis longtemps le sentiment que le niveau de vie des citoyens, leur bien-être matériel, dépend largement des politiques gouvernementales. Depuis les années trente, la formule d'une croissance modérée mais continue du secteur public paraît avoir fait ses preuves: elle suppose des dépenses de plus en plus importantes dans un nombre croissant de secteurs de la vie socio-économique (santé, éducation, services sociaux, culture...) et, en contrepartie, des impôts plus étendus et plus lourds.

Les résultats sont là, comme en témoigne l'augmentation du revenu réel par famille, qui a pratiquement doublé en trente ans. De 1947 à 1977, il s'est accru de 95% (de 77% après impôts): la différence entre ces deux taux tient à l'accroissement réel des impôts pendant cette période, accroissement auquel correspond cependant une réelle augmentation des services publics.

Cet accroissement des revenus s'est distribué proportionnellement entre toutes les classes sociales et

les classes de revenu. La proportionnalité signifie que le niveau de vie des plus pauvres a augmenté de façon très importante, surtout à cause des dépenses et des transferts publics; mais aussi que l'inégalité de la distribution des revenus s'est peu modifiée depuis l'après-guerre malgré la croissance considérable des dépenses sociales. En fait, c'est entre l'avant-guerre et l'après-guerre que l'inégalité de la répartition des revenus a le plus diminué: en 1929, les 20% les plus pauvres (familles et personnes) recevaient seulement 3,5% de tous les revenus, les 20% les plus riches 54,4% des revenus, alors qu'en 1947, ces parts relatives passaient respectivement à 5,0% et 46,0%.¹ En 1977, la part des revenus après impôts des 20% les plus pauvres est de 5,3%; celle des 20% les plus riches est de 41,0%. Ainsi, les classes moyennes de revenu apparaissent comme les principales bénéficiaires de cette longue évolution.

Cependant, depuis quelques années, rien ne va plus pour l'Amérique. Les revenus réels n'augmentent plus, le taux d'inflation s'est élevé, le chômage qui touchait majoritairement les femmes, les minorités ethniques, les noirs, les jeunes ou les travailleurs peu spécialisés s'est étendu aux autres groupes socio-démographiques. Les problèmes socio-économiques, telles la détérioration des villes, la pollution, la criminalité, les maladies industrielles, les inégalités... bref tout ce qui a trait à la qualité de la vie est aujourd'hui ressenti avec plus d'acuité. De plus, à tort ou à raison, les États-Unis se sentent menacés dans leur influence à l'extérieur et leur position internationale.

Le diagnostic tiré par l'équipe Reagan, et qui fut l'un des grands thèmes

de la campagne électorale, est le suivant: il faut imputer au Gouvernement, au secteur public, qui est de fait l'agent économique prépondérant dans l'économie nationale, la responsabilité de la stagflation et, par suite de ses interventions généralisées, tous les maux de la société américaine. Reagan a été élu avec la vague, commune à plusieurs pays (tous?), d'insatisfaction générale face à la performance des gouvernements. La crise de compétence que traversent les administrations publiques auxquelles on attribue gaspillage et inefficacité, et qu'on appelle maintenant "bureaucraties", terme fourre-tout évoquant l'insensibilité, la rigidité, les tracasseries, le président Reagan la donne pour justifiée. À tel point que la réalisation de l'objectif principal qu'il fixe au pays (réduction de l'inflation et croissance réelle) implique à court terme la réduction de l'importance relative de l'État et l'allègement des interventions législatives ou réglementaires, pour les rendre moins contraignantes et envahissantes.

Le plan Reagan

Le plan Reagan suppose une période de 5 ans, de 1982 à 1986; il comprend quatre parties, soit (i) une révision des priorités de dépenses fédérales et une réduction par rapport aux budgets prévus par le président Carter, (ii) des réductions des impôts personnels, (iii) des réformes à la réglementation affectant les activités économiques, (iv) de faibles avances dans les conditions du crédit, obtenues par une politique monétaire plutôt restrictive. Ainsi, avec Carter, les

1. On présente ici quelques statistiques sur la distribution des revenus par quintiles. D'autres présentations sont possibles, par exemple: les 5% les plus riches recevaient, en 1929, 30% de tous les revenus, en 1947, 20% et en 1977, 14%.